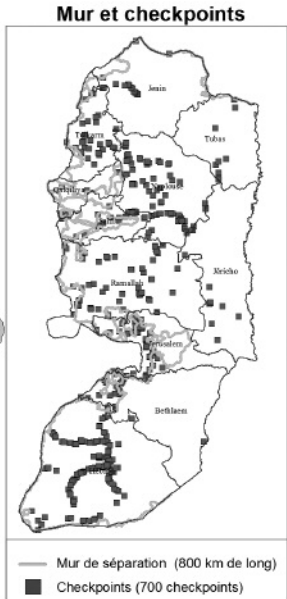
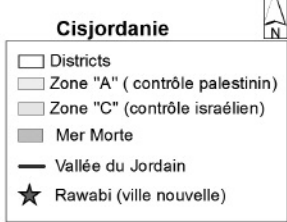
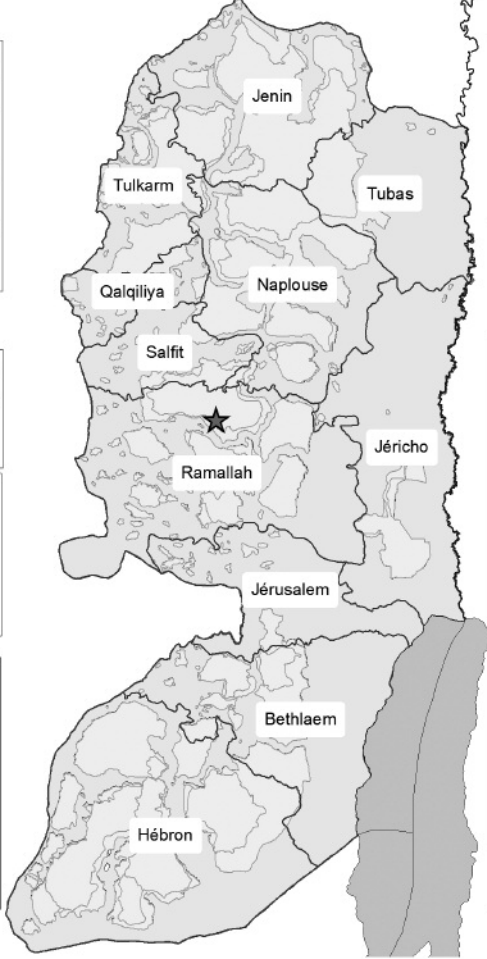


Palestine historique
 La Palestine historique s'étend sur 27 000 km² (l'équivalent de la Belgique) à la suite des accord d'Oslo, le territoire palestinien (la Cisjordanie et la bande de Gaza) représente 5 900 km², soit 22 % de la Palestine

Contexte actuel
 La Palestine contrôle 37 % du territoire issu des accord d'Oslo et Israël 63 % (soit 2 216 km² des 5 900 km²)



Graphique : montre la répartition de territoire en Cisjordanie



SHOSHHA
 Urban Planning & GIS Specialist
 suhailabushosha@gmail.com



Cet article a été réalisé à la suite d'une série de missions en Palestine, particulièrement en octobre 2009 où j'ai visité le site de la ville nouvelle de Rawabi, rencontré Bashar Masri, le président directeur général de l'entreprise Bayti, concepteur et réalisateur de la ville nouvelle, pris connaissance des documents d'urbanisme et me suis entretenu avec des collaborateurs de Bayti. Mais cet article repose surtout sur les informations fournies par Shireen Nazer et Suhail Abu Shosha, et sur leurs travaux de thèse. Travaillant au sein même de l'entreprise Bayti, ils sont les principaux artisans du projet d'urbanisme de cette ville nouvelle. C'est pourquoi cet article est avant tout le leur. Je n'ai fait que prêter ma plume et proposer quelques rapides regards analytiques. **Armel Huet**

VILLES D'AILLEURS

Grâce à la coopération avec Rennes En Palestine, le pari audacieux de la ville nouvelle de Rawabi

TEXTE > SHIREEN NAZER, SUHAIL ABU SHOSHA ET ARMEL HUET

RÉSUMÉ > *Deux jeunes Palestiniens, formés à l'école rennaise de la maîtrise d'ouvrage urbaine, Shireen Nazer et Suhail Abu Shosha, participent à la construction en Cisjordanie de la ville nouvelle de Rawabi. Défi lancé à une géographie ingrate et à une histoire tourmentée, le projet conduit par une société privée prévoit la construction de 6 000 logements selon les principes du développement durable. Une révolution pour la société palestinienne ! L'université de Rennes 2, la ville de Rennes et Rennes Métropole y sont associées.*

Shireen Nazer et Suhail Abu Shosha préparent leurs thèses de doctorat à Rennes 2 tout en participant à la construction de la ville nouvelle de Rawabi en Palestine. Armel Huet est professeur de sociologie à Rennes 2.

Le développement durable n'est-il pas un privilège des sociétés aisées ? Comment des pays pauvres, en proie à des difficultés majeures de survie, peuvent-ils s'y intéresser et tenter de le mettre en œuvre. Les problèmes d'habitat et de développement urbain en Palestine posent ces questions avec force. L'observateur, même simple touriste, y est frappé par l'urbanisation accélérée, la construction anarchique, leurs impacts écologiques manifestes (déchets au bord des voiries, pratiquement pas d'espaces verts, peu d'espaces publics et de réseaux piétonniers, embouteillages, pollutions diverses...). Une situation encore aggravée par les interventions israéliennes régulières et dévastatrices.

Ce serait ignorer que les Palestiniens n'ont pu maîtriser leur propre développement urbain. Les occupations successives (britanniques, israéliennes) ont non seulement haché les territoires ; elles ont aussi compromis l'éclosion de compétences en privant les Palestiniens d'institutions stables et expérimentées, capables de promouvoir et de réguler le développement des villes. L'aide internationale, même généreuse, ne peut pallier cette carence. Elle permet sans doute de rénover des villes, de reconstruire des bâtiments ou des quartiers détruits, de bâtir des écoles, des universités. Elle regorge d'expertises multiples mais le plus souvent sans coordination. Les Palestiniens ont certes, besoin de cette aide, mais elle ne suffit pas. Elle entretient même une dépendance paralysante. Aussi bon nombre d'entre eux, notamment dans les nouvelles générations, se prennent en mains pour préparer l'avenir du pays, sans attendre des embellies.

Les tours de Naplouse et Ramallah

Des centaines de milliers de Palestiniens attendent un toit décent. Selon les estimations, il manque 200 000 logements en Cisjordanie alors qu'Israël y contrôle toutes les ressources naturelles. Il faut construire, à tout prix et vite. Dans un tel contexte les soucis de développement durable peuvent-ils être pris en compte ?

Faut-il rappeler que les Palestiniens de Cisjordanie affrontent d'autres contraintes : murs de séparation avec Israël, difficultés de déplacements (check-points) dans le puzzle des territoires palestiniens divisés en trois zones :

- la zone A, sous juridiction palestinienne, qui autorise donc sa maîtrise foncière ;
- la zone C (correspondant à 60 % des territoires de Cisjordanie) sous contrôle israélien, où il est interdit aux Cisjordaniens de construire ;
- la zone B, sorte de zone mixte, sous contrôle administratif palestinien mais sous contrôle de sécurité israélien ; dans cette zone, la construction peut faire l'objet de négociations.

Ce statut des territoires définit un découpage et un enchevêtrement des zones très complexe. Très souvent pour passer d'une zone A à une autre zone A il faut faire de tels détours (sans compter les contraintes topographiques) que l'extension des villes est carrément impossible. C'est ainsi qu'on observe désormais un développement accéléré des constructions en hauteur.

Naplouse¹ (200 000 habitants), enserrée dans une vallée étroite, offre aujourd'hui un spectacle surprenant. Des centaines de tours construites à la hâte (entre 10 et 15 étages) grimpent les pentes abruptes des collines. Elles bordent des rues dont les pentes dépassent 20 %. La municipalité de Naplouse n'a pas pour l'instant d'autre choix, car le découpage des zones rend difficile l'extension de la ville dans la vallée.

À Ramallah², des tours d'une centaine de mètres sont en construction et quelques-unes en voie d'achèvement. La « Tour Palestine », impressionnant immeuble de béton et de verre domine la rue Ersal, principale artère de la ville. Les plans du projet d'immeuble du Palestinian Agricultural Relief Committee (Parc)³ prévoient une tour de 27 étages atteignant 107 m. D'autres sont déjà en chantier. Le dynamisme de Ramallah, la concentration des administrations de l'Autorité palestinienne, sa proximité de Jérusalem, les afflux de populations extérieures conjugués à

la croissance démographique entraînent toutes sortes de constructions partout dans la ville et dans sa périphérie immédiate, et tout cela sans réelle maîtrise ni planification. Ramallah était jadis une ville réputée pour son charme, sa verdure, son climat. Elle est devenue étouffante, asphyxiée par les gaz d'interminables embouteillages.

L'exemple de ces deux villes déclenche en même temps un débat tendu sur la politique d'aménagement des territoires : l'urbanisation compacte des villes existantes, intégrant rapidement leurs périphéries, est-elle la seule solution ? Ou faut-il contenir cette urbanisation concentrée et brutale par la construction de villes nouvelles qui constitueraient à leur tour de nouveaux pôles sociaux ? Le projet de la ville nouvelle de Rawabi, située entre Ramallah (à 9 km) et Jérusalem, surgit au cœur de ce débat.

Rawabi, la colline inspirée

Le nom de cette future ville nouvelle – Rawabi signifie la colline – est à lui seul tout un symbole. Il a été choisi au terme d'une consultation auprès de la société cisjordanienne. En octobre 2009, Rawabi n'était encore qu'un projet, certes remarquablement présenté (documents cartographiques, photographies, vidéos, plans) par ses auteurs dans leurs bureaux de Ramallah⁴. La colline de Rawabi offrait alors un spectacle grandiose dans un environnement de monts ondulants à perte de vue, de vallées laissant voir les villages accrochés sur leurs versants, de ravins aux falaises abruptes, l'ensemble composant un kaléidoscope de belles couleurs d'automne atténuant la rudesse des sols couverts d'une végétation rampante, lacérée par les plaques d'un argile meuble retenant les flaques des dernières pluies.

Janvier 2010 : les premiers bulldozers sont sur les lieux et tracent les premières figures de la nouvelle ville. La presse du monde entier se fait l'écho du projet, particulièrement symbolique. Les Palestiniens vont-ils imiter et concurrencer les Israéliens, les seuls jusqu'ici à avoir

1. Naplouse est située au nord de la Cisjordanie. Elle est considérée comme sa capitale économique. Elle produit, entre autres, un savon réputé.

2. Ramallah est située au centre de la Cisjordanie dont elle est la capitale administrative.

3. Organisme privé très puissant en Cisjordanie.

4. Bashar Masri et ses collaborateurs ont présenté eux-mêmes à l'auteur de cet article dans les moindres détails pendant tout un après-midi le projet de Rawabi.

Des tours à l'assaut des collines pour contourner le puzzle des zones territoriales.

Rawabi : un environnement de monts ondulants à perte de vue

construit sur les collines rocailleuses de Cisjordanie ? Les colonies israéliennes, conglomérats de maisons et de petits immeubles⁵, imposent leur blancheur, leurs tuiles rouges et leurs hautes enceintes de protection sur les sommets et les pentes des collines, quadrillant le territoire cisjordanien avec leurs réseaux d'accès réservés aux Israéliens. Cette colonisation ne cesse de se poursuivre et de se renforcer depuis des années. Une ville nouvelle palestinienne peut-elle vraiment voir le jour dans un tel contexte ? Faut-il compter sur la volonté de son promoteur et d'une poignée de collaborateurs tout aussi déterminés ?

Une aventure de pionniers

Ce promoteur, Bashar Masri⁶, est un homme d'affaires américain d'origine palestinienne (Naplouse), disposant d'un important réseau de relations, tant en Palestine (Autorité palestinienne, sociétés privées, bureaux d'études) qu'à l'étranger (experts sur les objets mêmes du projet, comme les architectes et les ingénieurs de la firme internationale Aecom⁷), qui le soutiennent dans cette opération. Il peut aussi compter sur la collaboration des milieux universitaires⁸.

Bashar Masri s'est attaché à recruter des jeunes palestiniens, hommes et femmes, diplômés ou travaillant à l'étranger. Il dispose aujourd'hui d'un groupe d'une cinquantaine de collaborateurs, pleinement investis dans le projet de Rawabi. De petites équipes autonomes, organisant elles-mêmes leur travail : dans les bureaux de Bayti à Ramallah, les urbanistes dessinent les projets et créent des bases de données cartographiques ; les architectes montrent sur leurs ordinateurs les immeubles qu'ils ont imaginés, réfléchissent avec des sociologues sur la répartition et les frontières entre espaces publics et espaces privés, débat nouveau dans la société palestinienne ; des avocats cherchent les solutions possibles à la maîtrise du foncier ; des négociateurs entreprennent les démarches d'achat de terrains, tâche très compliquée dans un contexte où la propriété est très émiétée, sans repère cadastral, et appartenant souvent à des personnes introuvables. D'autres collaborateurs s'échappent pour leurs rendez-vous quotidiens dans les administrations palestiniennes ou des sociétés privées. Ces diverses équipes expriment sans retenue leur enthousiasme. Elles déclarent relever un défi. Leur espoir, leur volonté ne laissent pas de place au doute.

Mixité sociale et services de proximité

À Rawabi, Bashar Masri veut avant tout réaliser une opération d'habitat mixte, accueillant toutes les catégories de populations. Mais il tient à ce que l'opération accorde une place prépondérante à un habitat social, associant populations modestes et qualité des prestations. Consterné par la prolifération anarchique d'immeubles dans les villes et de lotissements à leur périphérie, Bashar Masri est convaincu que la solution se trouve dans la construction de villes nouvelles proposant des logements sociaux financièrement accessibles aux Palestiniens (notamment les jeunes) aux revenus modestes⁹, réunissant les conditions modernes d'habitat et d'exigence environnementale, offrant des services de proximité et des moyens collectifs de transport et assurant ainsi une qualité de vie.

Bashar Masri se défend de construire une ville-dortoir ou quelque chose de comparable à nos grands ensembles. Il veut que cette première ville nouvelle soit la référence en Palestine d'une « mixité sociale durable », garantissant une vie relationnelle intense entre les différentes catégories sociales, assurant l'accès au logement pour les revenus modestes et offrant un ensemble d'activités locales, créatrices d'emplois (entretien des infrastructures, commerces, services, écoles, crèche...). La programmation de logements est censée garantir l'instauration progressive de cette mixité sociale durable. L'objectif est de construire dans un premier temps 6 000 logements accueillant 40 000 habitants. Sur ces 6 000 logements 4 000 seront des logements sociaux. La première

Le promoteur Bashar Masri a recruté des jeunes palestiniens travaillant à l'étranger.

Il veut que Rawabi soit une référence en matière de mixité sociale durable.

5. On observe également des rassemblements de caravanes et de mobil-homes, qui sont souvent les premières bases d'autres colonies. La colonisation s'opère en effet de deux manières, par des implantations sauvages, dont une large majorité devient définitives et par des implantations planifiées par le gouvernement israélien. Celles-ci se poursuivent malgré les engagements d'Anapolis (Maryland, Etats-Unis) par lesquels le premier ministre israélien avait pris l'engagement d'arrêter la colonisation.

6. Bashar Masri vient de réaliser d'importants programmes immobiliers au Maroc. Il est président-directeur-général de la société Massar International qui a réuni des capitaux avec la Qatar Diar, pour créer en 2007 l'entreprise Bayti, implantée à Ramallah pour la réalisation de Rawabi

7. Aecom a des sièges à New York, Abou Dhabi et en Angleterre. Elle compte environ 30 000 salariés. Cette société réalise le plan-masse de Rawabi.

8. Il est membre des conseils d'administration des universités d'An Najah de Naplouse, de Bir Zeit (Ramallah) et de leurs organismes de recherche spécialisés. Il a tenu à institutionnaliser ces relations par des conventions liant les partenaires au projet de Rawabi et destinées à préparer d'autres opérations similaires.

9. Il n'y a pas en Palestine de politiques de logements sociaux, de programmes comparables aux HLM en France, aucune réglementation ne permettant d'ouvrir cette perspective.

Pour connaître les besoins des futurs résidents, une consultation publique a été lancée.

Une prise en compte de l'environnement très poussée, du respect de la topographie à l'organisation des écoulements et aux économies d'énergie.

phase de l'opération (3 000 logements) doit abriter une population de 20 000 habitants sur 840 dunum (1 dunum = 1 000 m²).

Les entrepreneurs de Bayti ont manifestement bien compris que cette mixité sociale serait davantage garantie si la conception même de Rawabi intégrait les pratiques sociales et culturelles palestiniennes et si elle anticipait au mieux leurs évolutions. Bashar Masri a proclamé tout au long de l'élaboration du projet que Bayti devait être attentif aux attentes des futurs habitants, et « qu'il n'était pas question de vendre des logements sans que les acheteurs puissent voir et visiter les modèles d'appartements qu'ils habiteraient ». Ainsi l'équipe de marketing de Bayti avait déjà rencontré trois mille acheteurs pour les intéresser au projet et entendre leurs souhaits.

Bayti a également lancé une consultation publique pour savoir comment disposer les unités de logements et configurer les bâtiments, pour suggérer le design des constructions, pour choisir les matériaux les mieux adaptés pour les façades, mais aussi pour déterminer les surfaces habitables, le nombre et la conception des pièces par catégories de logements... C'est à partir de ces données que les urbanistes, designers et architectes ont dessiné leurs projets et configuré la trame urbaine.

Des quartiers compacts, dans la tradition arabe

Les plans et les animations visuelles présentées montrent la nouvelle ville de Rawabi épousant les courbes et les reliefs de la colline. Le centre ville (3 ha) recouvre le sommet. Au centre d'une rue en fer à cheval, un ensemble construit regroupant commerces, hôtels, restaurants, musée, séparés par de vastes espaces dallés. La mosquée se situe de l'autre côté de la rue. Autour de ce centre, une composition concentrique de rues comportant habitat, commerces¹⁰, services, équipements publics (notamment les écoles¹¹). Les concepteurs se sont efforcés d'harmoniser par la répartition de types différents de maisons et d'immeubles (R+7) de petits ensembles bordant les rues et des petites places, réservées à la circulation piétonnière. Ils s'enthousiasment en affirmant que la hauteur des constructions permettra aux habitants de voir en permanence les paysages environnants.

Nous sommes sur une colline, qui conserve toute l'année sa végétation rampante. Les concepteurs de Rawabi

n'ont pas manqué d'intégrer dans leurs plans cet héritage naturel, mais en lui ajoutant des sillons et des îlots de végétations variées apportant à la ville des ambiances orientales d'espaces de fraîcheurs, de rencontres et d'animations conviviales. Les quartiers résidentiels, dans la tradition arabe, restent compacts : 10 unités par dunum accueillant en moyennes 5 personnes par logement (2,4 en France). Ils restent malgré tout interrogatifs et distants par rapport à la doctrine française de la « ville compacte » ; ils lui préfèrent une urbanisation maîtrisée fondue dans un environnement naturel et laissant ouvertes des évolutions futures. Ils espèrent ainsi entretenir dans une telle ville à « l'urbanisme tempéré de constructions et de nature » la qualité de vie qu'attendent leurs concitoyens.

Alimentation en eau : le casse-tête

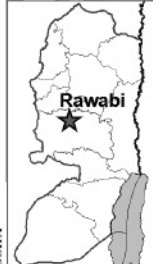
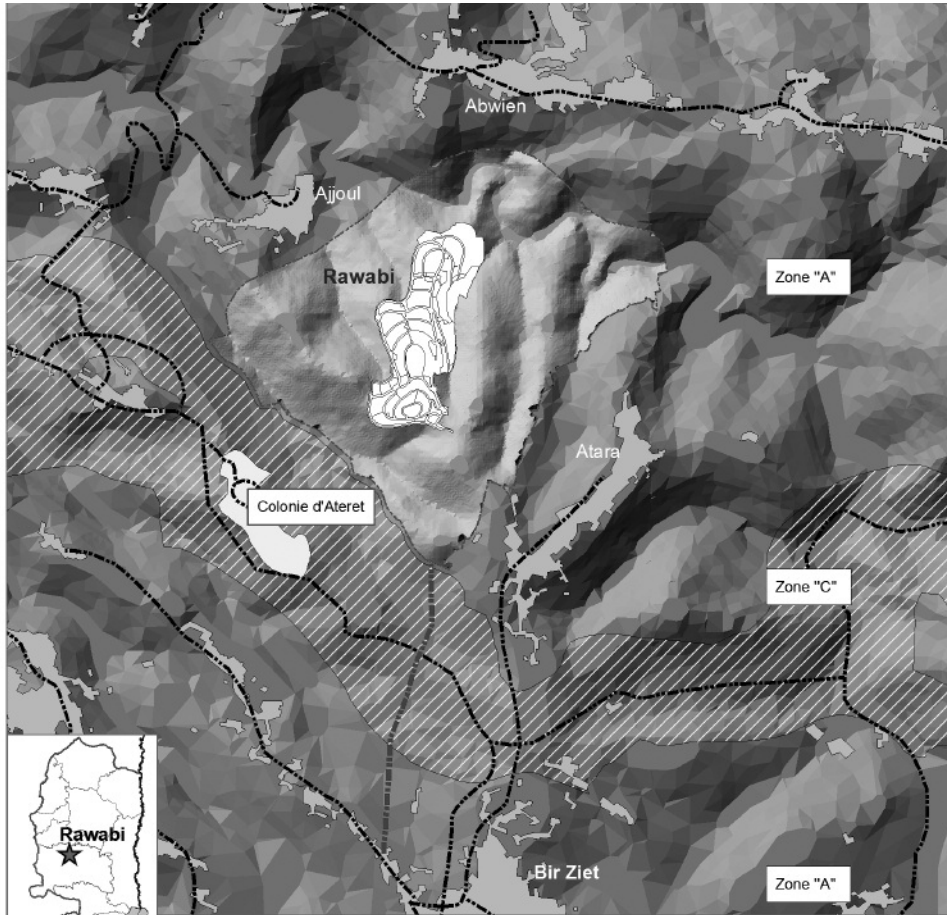
Shireen Nazer et Suhail Abu Shosha, formés à l'école rennaise de la maîtrise d'ouvrage urbaine, se sont attachés à promouvoir le développement durable dans le projet de Rawabi. Défi difficile ! La réalisation d'une ville nouvelle sur cette belle colline, entourée de vallées étroites, si elle modifie le cadre paysager, doit aboutir à améliorer l'écologie elle-même de ce milieu (des transplantations d'oliviers sont par exemple prévues...). Les concepteurs sont convaincus de donner ainsi au projet un caractère pilote dans la prise en compte de la dimension environnementale. Le respect de la topographie, la définition des espaces publics, l'organisation des infrastructures, les écoulements et les dispositifs de récupération des eaux pluviales et des eaux usées, les systèmes d'économies et de production énergétiques, les conceptions d'un habitat à énergie positive, laissent entrevoir une possible réalisation de haute qualité environnementale.

Comment alors introduire les économies d'énergie dans une culture qui les ignore, et dans une région accoutumée à supporter les variations climatiques¹²? Pour protéger des froids rigoureux et des vents glacials de l'hiver et des chaleurs torrides de l'été, les concepteurs et techniciens de Bayti ont travaillé, dans les moindres détails, sur l'orientation et les hauteurs des bâtiments, sur l'isolation

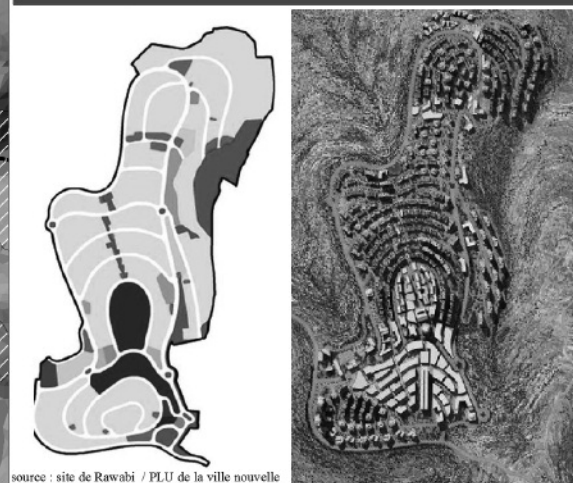
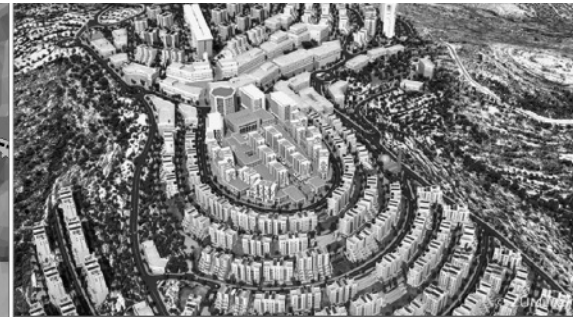
10. Les futurs locaux commerciaux sont financés par Bayti, qui compte principalement les louer sans exclure de les vendre aux commerçants qui le souhaiteront.

11. Financées par l'administration palestinienne.

12. L'hiver, les températures sont régulièrement nulles ou très basses pendant la journée et négatives la nuit, l'été les chaleurs sont accablantes, autour de 40°.



- Limite municipale de la ville nouvelle
- Zone "C" (Sous le contrôle israélien)
- Colonie israélienne (Ateret)
- Zone d'habitat palestinienne
- Voies
- Route d'accès



source : site de Rawabi / PLU de la ville nouvelle

- Résidences
- Centre ville
- Espace verts

Rawabi

Le nom de cette future ville nouvelle est à lui seul tout un symbole. La tradition réservait au pouvoir, au roi la dénomination d'une nouvelle implantation urbaine. Le nom de Rawabi a été choisi au terme d'une consultation par questionnaire auprès des diverses catégories de la société cisjordanienne. Rawabi signifie la colline en arabe.

Cette route d'accès, dont 2,7 km se trouvent en zone C, pose un problème d'ordre politique, car l'Etat d'Israël refuse d'autoriser sa construction.

SHOSHIA
Urban Planning & GIS Specialist
suhailabushosha@gmail.com

60 l d'eau par jour pour un Palestinien, 350 pour un colon.

Pour la station d'épuration, il faudra l'accord des autorités israéliennes.

des constructions (par la nature des matériaux, des revêtements), sur le chauffage par énergie solaire (panneaux installés sur les toits). Des dispositifs techniques contrôlent les dépenses d'énergie (régulation de la consommation d'électricité par une carte rechargeable). De la même façon, les réserves de gaz sont dispersées dans de grandes bonbonnes installées dans chaque quartier et dissimulées dans des touffes vertes.

Les problèmes d'alimentation en eau sont plus difficiles à résoudre, tellement ils sont une source d'enjeux et de tensions dans la région. Les nappes phréatiques, notamment les deux plus importantes, sont particulièrement convoitées. Les Israéliens s'en servent¹³ pour leurs propres besoins et revendent les quantités négociées à l'administration. Pour l'instant, ils accordent 60 l par jour à un Palestinien (un volume très inférieur aux prescriptions des Nations Unies) contre une moyenne estimée à 350 l à un colon. Les promoteurs de Rawabi ne désespèrent pas d'obtenir par la négociation des quotas supplémentaires. Mais cela ne suffira pas et il ne faut pas trop compter sur la pluviométrie (moins de deux mois par an pour environ 400 mm) même si cette ressource n'a pas été négligée. Les équipes de Bayti étudiaient encore en octobre 2009 les moyens de généraliser la récupération des eaux de pluie sur l'ensemble du site de Rawabi. Elles pensent aussi équiper tous les bâtiments de collecteurs alimentant de grands réservoirs pour éviter les installations individuelles intempestives de ces gros coffres métalliques, souvent noirs, que l'on observe sur les terrasses des maisons et des immeubles.

Déchets, assainissement, mobilités...

L'assainissement est un problème tout aussi compliqué. Tout est à créer et dans une région où les pratiques en la matière sont anachroniques. La station d'épuration, prévue pour une population de 40 000 habitants, suffira-t-elle pour répondre à la fois aux besoins domestiques (WC, salles de bain), à l'irrigation, au nettoyage des espaces privés et publics ? Et il faudra préalablement obtenir l'autorisation israélienne, même si cette station se situe en zone A.

Quant aux déchets, ils envahissent les territoires palestiniens de plastiques, de détritres, de carcasses de voitures et d'appareils ménagers. Des villes commencent à prendre des mesures draconiennes. Bashar Masri voudrait faire de Rawabi une ville exemplaire en matière de propreté¹⁴, mais ses col-

laborateurs insistent sur l'éducation et la responsabilité des habitants, sans lesquels il sera difficile de gagner la partie.

L'organisation des voies de déplacements est un autre casse-tête. 12 km de voiries sont programmées dans la première tranche de l'opération. Les équipes de Bayti savent bien que Rawabi n'échappera pas à l'automobile, compte tenu des distances à parcourir et du relief (comment dissuader de prendre l'auto pour faire des courses importantes à l'intérieur même de la ville ?). Les urbanistes ont prévu de réguler le flux des voitures par différentes entrées dans la ville qu'ils ont entourée d'une rocade. Ils ont limité les parkings au pied des immeubles ou encastrés dans les rez-de-chaussée, et ils ont créé sur les versants de la colline plusieurs niveaux de petits parkings incitant les habitants à rejoindre à pied leur domicile. Seuls les commerces et les services bénéficieront de plus grandes surfaces de parking.

Rawabi et la coopération avec Rennes

Pour la réalisation de Rawabi, Bayti s'est attaché à conjuguer les coopérations indispensables d'organismes financiers, d'entreprises spécialisées, de cabinet d'experts nationaux et internationaux mais aussi d'institutions universitaires.

La coopération de divers acteurs palestiniens et internationaux a déjà fait ses preuves. On pourrait s'étonner des espoirs que placent Bashar Masri et ses équipes, dans une coopération avec Rennes. Mais l'expérience rennaise est connue en Palestine. Des missions successives, des conférences universitaires à Jérusalem, Jéricho, Hébron, la large présentation qu'en ont faite Shireen Nazer et Suhail Abu Shosha lors de la première conférence nationale palestinienne sur la planification urbaine, l'ont fait connaître comme exemplaire par les acteurs de la maîtrise d'ouvrage urbaine palestinienne. En octobre 2009, Bayti a signé une coopération avec les universités locales, Bir Zeit (Ramallah), An-Najah (Naplouse) et l'Université de Rennes 2¹⁵.

13. C'est l'entreprise israélienne Makarot qui est chargée du pompage de l'eau et de sa revente aux Palestiniens

14. Pour l'instant une déchetterie est prévue à l'est de Ramallah pour desservir tout le district.

15. La promotion de l'enseignement supérieur est l'un des principaux objectifs du projet Rawabi, en favorisant les discussions et les échanges d'expériences, d'expertises, le transfert de connaissances (programmes de recherche communs entre laboratoires français et palestiniens, avec la participation du secteur privé)

L'expérience de Rawabi montre, avec bien d'autres exemples comme en matière culturelle, que dans les jeunes générations palestiniennes certains n'attendent pas que des accords de paix soient trouvés pas plus qu'ils n'attendent des affrontements avec les Israéliens. Ils sont convaincus qu'il faut avant tout construire l'avenir dès maintenant. Et ils comptent sur la coopération pour le tracer.

Shireen Nazer et Suhail Abu Shosha

Suhail Abu Shosha et Shireen Nazer sont venus en France pour poursuivre leurs études, à la suite d'une mission d'Armel Huet en Palestine en 2003. Une coopération s'est alors engagée, sous l'égide du Consulat de France à Jérusalem, avec comme objectif la formation d'étudiants dans le master de Maîtrise d'ouvrage urbaine de l'université Rennes 2, et l'aide déterminante de la Ville de Rennes à l'expertise en matière de maîtrise d'ouvrage, de conduite de projets, et de conseil au Plan d'urbanisme de Jéricho. Cette coopération, marquée par la visite du maire et de techniciens de Jéricho à Rennes, a été conduite par Michel Paves, alors directeur général des services de la Ville de Rennes. Plusieurs missions rennaises ont été effectuées à Jéricho et à Ramallah.

À leur retour en Palestine, Shireen Nazer et Suhail Abu Shosha ont été engagés comme chargés d'études à Bayti, dont le président-directeur-général, Bashar Masri, leur a confié la conception urbanistique de Rawabi. En même temps, soucieux de développer la formation urbanistique en Palestine, ils préparent l'une et l'autre une thèse de doctorat à Rennes 2 sous la direction d'Armel Huet, professeur de sociologie et fondateur du master de maîtrise d'ouvrage urbaine, et de Rémy Allain, professeur de géographie et aménagement. La coopération entre l'université An-Najah, Rennes 2, la Ville de Rennes et Rennes Métropole, se poursuit.